

Direction de la mémoire,
de la culture et des archives

Service Historique de la Défense
Secrétariat général
Bureau finances-achats

Acquisition et maintenance des scanners de production du Service historique de la Défense

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) A L'ACCORD-CADRE N°ARM_SGA_DMCA_SHD_BFA_02_2025

Accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R. 2124-1 du Code de la commande publique.

Code CPV : n°30216110-0– Scanners informatiques.

Code GM : 33.06.02 - Périphériques et petits matériels divers

Niveau de classification

MD	MA	MS	NP
			X
Marché avec détention d'ISC	Marché avec accès d'ISC	Marché sensible	Marché non protégé

Table des matières

1	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
1.1	Documents contractuels régissant l'accord-cadre	4
1.2	Désignation des parties	4
2	OBJET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS.....	4
2.1	Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2	Allotissement.....	4
2.3	Montant de l'accord-cadre	5
3	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	5
3.1	Etablissement des bons de commande.....	5
3.2	Délai d'exécution des bons de commande	6
4	CARACTERE DES PRIX	6
4.1	Prix plafonds de l'accord-cadre	6
4.2	Contenu des prix de l'accord-cadre.....	6
4.3	Date d'établissement des prix.....	7
4.4	Type et forme de prix.....	7
4.5	Unité monétaire – TVA	8
5	CONDITIONS DE PAIEMENT	8
5.1	Généralités.....	8
5.2	Avances	8
5.3	Solde.....	9
5.4	Délai de paiement.....	9
6	DUREE – DELAI – PENALITE.....	9
6.1	Durée de validité de l'accord-cadre	9
6.2	Délais d'exécution.....	10
6.3	Nature de l'obligation du titulaire	10
6.4	Pénalités	10
7	CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
7.1	Représentation des parties.....	11
7.2	Modalités de communication entre les parties	11
7.3	Conditions d'exécution.....	11
7.4	Responsabilité du titulaire.....	12
7.5	Clauses techniques particulières	12
7.6	Normes	12
7.7	Clause environnementale	12
7.8	Clause sociale.....	12
7.9	Lieux d'exécution des prestations.....	12

8	SOUS-TRAITANTS	12
9	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	13
9.1	Personnes habilitées	13
9.2	Résiliation	14
9.3	Nantissement	14
9.4	Tribunaux compétents	14
9.5	Règlement amiable des litiges	14
9.6	Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures	14
9.7	Adresse de correspondance du titulaire	15
9.8	Pilotage du suivi d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande	15
10	Liste des dérogations au CCAG/FCS	15
	ANNEXE 1 : Liste des adresses des sites SHD	16

1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.1 Documents contractuels régissant l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, la liste des documents contractuels régissant l'accord-cadre figure ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1.1.1. L'acte d'engagement et le CCAP

- L'acte d'engagement et ses annexes de prix, à savoir :
 - Annexe 1 : Bordereaux des prix unitaires (BPU) ;
- Annexe 2 : taux de remise sur le catalogue pour les fournitures commandées hors BPU au titre du lot 1.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et son annexe.

1.1.2. Cahier des clauses techniques particulières

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence qui contient les exigences techniques de la personne publique.

1.1.3. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

Le cahier des clauses administratives générales pour les fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Les éventuelles dérogations au CCAG FCS sont listées à l'article 12 *infra*. A défaut les dispositions du CCAG FCS s'appliqueront.

1.1.4. Cadre de réponse technique

Le cadre de réponse technique (CRT) par lot détaille les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, en adéquation avec les exigences du CCTP.

1.2 Désignation des parties

Le marché public est conclu entre :

- ❖ Le chef du Service historique de la défense, désigné par l'expression « le pouvoir adjudicateur » ;
- ❖ La société titulaire du marché public, désignée par l'expression « le titulaire ».

2 OBJET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS

2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet : **Acquisition et maintenance des scanners de production du Service historique de la Défense**

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conformément aux articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R.2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Au vu de la nomenclature, les codes CPV et GM sont les suivants :

- ❖ le code CPV principal de ce marché est : n°30216110-0– Scanners informatiques
- ❖ le code CPV secondaire de ce marché est : n° 72250000-2 - Services de maintenance des systèmes et services d'assistance
- ❖ le GM principal est : 33.06.02 - Périphériques et petits matériels divers
- ❖ le GM secondaire est : 33.04.12 - Autre maintenance informatique (hors TMA)

2.2 Allotissement

Le marché public est alloti en deux lots comme suit :

- ❖ Lot 1 : acquisition de scanners de production au profit du Service historique de la défense ;
- ❖ Lot 2 : maintenance préventive et curative du parc des scanners de production du Service historique de la défense.

2.3 Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Le montant de l'accord-cadre comprend un maximum fixé pour chacun des lots comme suit :

- ❖ **Lot 1** : montant maximum fixé à 400 000€ HT sur la durée maximale du marché public (4 ans) ;
- ❖ **Lot 2** : montant maximum fixé à 200 000€ HT sur la durée maximale du marché public (4 ans) ;

2.4 Marchés similaires

En application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires.

La durée pendant laquelle les prestations similaires peuvent être conclues ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre initial.

2.5 Modifications de l'accord-cadre

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après et/ou qui pourraient être inclus dans d'autres dispositions de l'accord-cadre sont mis en œuvre par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

Ces modifications sont notifiées au titulaire de l'accord-cadre par voie électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

Les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle de l'accord-cadre initial.

2.5.1 *Incompatibilité des fournitures avec les attendus de la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI)*

Dans l'hypothèse où les fournitures acquises dans le cadre du lot n°1 au présent accord-cadre se révéleraient incompatibles avec les nouveaux standards techniques définis par la DIRISI postérieurement à la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire réexamineront les conditions d'exécution du marché afin de permettre l'acquisition d'un équipement compatible.

En cas d'impossibilité de mise en conformité, le pouvoir adjudicateur pourra, après échange avec le titulaire, adapter les quantités et/ou modifier la nature des équipements commandés par voie d'avenant.

2.5.2 *Extension des références de scanners fournis au titre du lot n°1 dans le lot n°2*

Afin de garantir la continuité du service et la maintenance des équipements, les fournitures acquises dans le cadre du lot n°1, après expiration du délai de la garantie du constructeur, pourront être ajoutées au lot n°2 soit par ordre de service soit par avenant.

3 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

3.1 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires, indiqués à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement (bordereau de prix unitaires).

Chaque bon de commande précise notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La référence du bon de commande (numéro et date) ;
- La référence du devis accepté par le pouvoir adjudicateur ;
- Le site concerné
- La désignation de chaque prestation à réaliser ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) ;
- La date de prestation souhaitée ;
- Les quantités commandées ;
- Les montants totaux hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- Le taux de la TVA ;

- Le montant de la TVA ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (fax, courrier A/R, courriel, PLACE...).

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

3.2 Délai d'exécution des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant doit se rapprocher du titulaire afin de déterminer conjointement une date de réalisation des prestations, cette date est mentionnée sur le bon de commande concerné. Si le bon de commande ne comporte pas de date d'exécution de la prestation demandée, le délai d'exécution du bon de commande est de 72h maximum à compter de la notification de celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre, doit être exécuté jusqu'à son terme. L'exécution du bon de commande peut néanmoins se poursuivre au-delà de cette durée, notamment pour assurer la continuité de la prestation. Toutefois, la durée d'exécution du bon de commande ne saurait excéder trois mois après le terme de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander un bilan des statistiques de consommation des bons de commande durant l'exécution de l'accord-cadre.

4 UTILISATION DU CATALOGUE FOURNISSEUR S'AGISSANT DU LOT N°1

La présente clause définit les modalités d'utilisation du catalogue fournisseur dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à fournir un accès à son catalogue de scanners, incluant l'ensemble des modèles disponibles, leurs caractéristiques techniques ainsi que les prix publics de référence.

Le titulaire accordera une remise uniforme et fixe proposée dans le BPU au titre de son offre commerciale, sur l'ensemble des produits référencés dans son catalogue.

5 CARACTERE DES PRIX

5.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre définis dans l'annexe de prix citée à l'article 1.1.1 constituent des prix plafonds.

Les prix des bons de commande seront proposés par le titulaire au titre de chaque survenance du besoin. Ils devront cependant être construits sur la base des prix plafonds de l'accord-cadre et ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix plafonds contractualisés au titre de l'accord-cadre.

5.2 Contenu des prix de l'accord-cadre

Les prix définis dans les annexes de prix citées à l'article 1.1.1 *supra* comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP de l'accord-cadre mentionné à l'article 1.1.2 *supra* et notamment :

- Le personnel et les équipements nécessaires à l'exécution des prestations ;
- La garantie constructeur pour l'acquisition des fournitures prévues au lot n°1 ;
- Les frais liés aux opérations de vérifications, d'installation ;
- Les frais généraux, charges sociales ;
- Les taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- Le service après-vente ;
- Les frais de transports, de colisage ou équivalent.

Le titulaire ne saurait se prévaloir ultérieurement d'une quelconque omission, erreur d'appréciation ou sujétion technique, sauf sujétion imprévisible à la date de signature du contrat entraînant son bouleversement économique, pour obtenir un supplément de prix.

5.3 Date d'établissement des prix

La date dite « date d'établissement des prix » pour les prix plafonds de l'accord-cadre est le mois de remise de l'offre au titre de l'accord-cadre soit avril 2025.

5.4 Type et forme de prix

Les bons de commande seront passés sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'annexe de prix citée à l'article 1.1.1 supra. Les prix unitaires figurant dans le bordereau de prix sont fermes et actualisables.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première année. A partir de la deuxième année et chaque date anniversaire, les prix plafonds de l'accord-cadre sont actualisés à la baisse comme à la hausse. Chaque nouveau prix ne pourra dépasser une augmentation de 3 % par rapport à sa valeur précédente.

Au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de communiquer, via PLACE, au représentant du pouvoir adjudicateur :

- le bordereau des prix unitaires actualisés selon les nouveaux tarifs,
- le pourcentage de variation des prix par rapport au tarif ou barème précédent.

En cas d'indisponibilité de PLACE, le titulaire transmet ces documents par lettre recommandée avec avis de réception ou par courrier électronique avec avis de lecture à l'adresse suivante : shd-vincennes-balr.resp-plan-achat.fct@intradef.gouv.fr

A défaut de transmission, le titulaire ne sera pas autorisé à appliquer de nouveaux prix. Ceux-ci restent inchangés pour la nouvelle période.

Après l'acceptation expresse de l'administration, les prix applicables des prestations commandées sont les prix actualisés.

La formule suivante sera utilisée :

$$P' = P * [0,10 + (0,9 * I_n / I_0)]$$

Où :

- P' = prix actualisé HT ;
- P = prix initial HT aux conditions économiques du mois de dépôt des offres ;
- I = indice INSEE Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés – A10 BE – Ensemble de l'industrie – Identifiant 010765054
- I₀ = indice I à la valeur au mois zéro donc au mois précédant celui fixé pour la remise des offres ;
- I_n = indice I connu lors du mois de révision.

La méthode du décalage de lecture à moins 3 mois est appliquée à I_n. Cela consiste à prendre en compte pour un mois donné, la valeur de l'indice 3 mois auparavant, car l'indice est connu bien postérieurement aux mois qu'il concerne.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs intermédiaires seront effectués au dix millième près.

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

L'indice INSEE est consultable sur le site www.insee.fr. L'indice choisi sera celui qui concerne le domaine englobant le volume de prestation du titulaire le plus important.

Modification d'un indice :

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'administration.

Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord.

Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application du nouveau tarif ou barème si l'augmentation de ce tarif ou barème est supérieure à 3% l'an.

En cas de dépassement, si aucun accord n'était trouvé entre les parties, le cas échéant par avenant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en application de l'article 40.1 du CCAG/FCS, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, la résiliation de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur pour ce motif n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

5.5 Unité monétaire – TVA

Les prix sont établis en euros.

Les prestations exécutées au titre du présent accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du Code Général des Impôts.

6 CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1 Généralités

Les paiements dus au titulaire au titre des bons de commande passés sur le fondement de l'accord-cadre s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

6.2 Avances

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations. Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

L'avance est fixée conformément à l'article 11 du CCAG Fournitures courantes et de service, selon les modalités de l'option B.

Calcul et montant de l'avance

Dans le cas d'un titulaire unique :

En application des dispositions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, il est versé au titulaire, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande (hors sous-traitance à paiement direct).

Dans le cas d'une cotraitance :

En application des dispositions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, il est versé à chacun des cotraitants, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial TVA comprise de leur part respective du bon de commande (hors sous-traitance à paiement direct).

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :

Montant de l'avance = taux applicable × montant TTC de la période considérée

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :

Montant de l'avance = (taux applicable x montant TTC de la période considérée x12) / (durée de la période considérée exprimée en mois)

Remboursement des avances

L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre de solde. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du bon de commande.

Refus de l'avance

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

6.3 Solde

- **Définition des lots de livraison et de liquidation financière**

Chaque bon de commande constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière.

- **Le solde de chaque lot de liquidation financière** sera payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.
- **Les demandes de paiement de solde** sont transmises par le titulaire en un exemplaire à la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées en article 10.5 *infra*.

6.4 Délai de paiement

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues en exécution de chaque bon de commande est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au titulaire conformément aux dispositions R. 2192-27 et R. 2192-28 du code de la commande publique.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés par les articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Pour l'avance, le point de départ du délai de paiement est la date de notification du bon de commande.

Pour le solde, le point de départ du délai de paiement est à compter de la plus tardive des deux dates entre la date de réception des prestations et la date de réception par la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 10.5 *infra*.

Pour les révisions de prix, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le point de départ du délai de paiement est à la date de réception par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission de facture, mentionnées en article 10.5 *infra*, de la facture de révision de prix, si cette facture est reçue après la facture du principal. Dans le cas contraire, le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture du principal, dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Si l'entité liquidatrice procède à un règlement provisoire sur la base des derniers indices connus, elle dispose de trois mois à compter de la date de publication des indices pour effectuer le paiement sur la base finale des indices. Si le paiement n'est pas réalisé dans ce délai, des intérêts moratoires commencent à courir à l'expiration du délai de 3 mois.

7 DUREE – DELAI – PENALITE

7.1 Durée de validité de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 24 mois (2 ans) à compter de sa date de notification. Le présent accord-cadre est reconductible tacitement pour 2 périodes complémentaires d'une année chacune. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La décision de non reconduction est notifiée au titulaire par décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, et par lettre recommandée avec avis de réception OU par voie dématérialisée via PLACE au moins trois mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues à l'accord-cadre pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

Il n'est possible de notifier des bons de commande que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande notifié pendant la durée de validité de l'accord-cadre sera exécuté jusqu'à son terme.

Cependant, la fin d'exécution d'un bon de commande ne saurait excéder de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

7.2 Délais d'exécution

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre prend effet à la date de réception de la notification. Le début d'exécution des prestations est précisé dans le bon de commande conformément aux attendus de l'article 3.2 du présent CCAP.

7.3 Nature de l'obligation du titulaire

Pour l'exécution des prestations, le titulaire est débiteur d'une obligation de résultat.

A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution dans les délais impartis. Il s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de rémunération.

7.4 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer au titulaire sur la facture instance.

Les pénalités sont dues quel qu'en soit leur montant.

Ces pénalités s'appliquent à chaque bon de commande, si les délais définis sont dépassés, des pénalités sont calculées, conformément aux dispositions du présent article.

7.4.1 Pénalités applicables en cas de retard d'exécution ou d'exécution partielle

En cas de retard dans l'exécution de la prestation ou une exécution partielle de la prestation, les pénalités applicables seront calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

Dans laquelle :

P= montant de la pénalité en € HT ;

R= nombre de jours calendaires de retard ;

V = valeur HT de l'ensemble des prestations non effectuées.

7.4.2 Pénalités applicables en cas d'inexécution de la maintenance

En cas de non-exécution d'une prestation de maintenance prévue à l'accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité de 200,00€.

Si le retard excède 30 jours de retard, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais du titulaire, sans préjudice de toute autre sanction prévue au présent accord-cadre.

7.4.3 Pénalités applicables en cas de défaillance dans l'exécution de la maintenance, sans justification

Si une prestation de maintenance est réalisée de manière incomplète, non conforme aux exigences du CCTP, ou non exécutée sans justification valable ou avec une justification insuffisante, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par jour jusqu'à la mise en conformité des prestations, dans la limite de 25% du montant total du marché.

7.4.4 Pénalités applicables en cas de dégradation des fournitures

Si, du fait d'une intervention du titulaire, les fournitures objets de l'accord-cadre subissent une dégradation, une panne ou un dysfonctionnement non imputable à l'usure normale, le titulaire sera tenu de procéder, à ses frais, à la remise en état ou au remplacement du matériel défectueux sous un délai de 5 jours ouvrés.

À défaut, une pénalité de 50 euros par jour de retard sera appliquée jusqu'à la réparation ou le remplacement effectif du matériel, dans la limite de 25 % du montant total du marché.

En cas de dégradation volontaire ou de négligence avérée, le pouvoir adjudicateur pourra engager la responsabilité contractuelle et/ou résilier le contrat aux torts du titulaire.

8 CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de le pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Il transmet également la liste des personnes soumises au contrôle élémentaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 Modalités de communication entre les parties

Les échanges entre l'administration et le titulaire se feront via PLACE. La notification du marché, ainsi que toutes les autres informations seront échangées via cette plateforme. Toutefois, certains échanges pourront prendre la forme suivante :

- courrier électronique avec avis de réception ;
- lettre recommandée avec avis de réception ;
- tout autre moyen permettant d'attester la date de réception (télécopie).

8.3 Conditions d'exécution

7.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son cadre de réponse remis dans l'offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. **Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté au représentant du pouvoir adjudicateur pour approbation.**

7.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de le pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation permettant d'assurer le pilotage de l'accord-cadre dans le cadre de l'exécution des bons de commande et de conseiller les entités parties prenantes de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité de livrer une prestation conforme aux exigences techniques figurant dans le CCTP de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens lui permettant de garantir la qualité des prestations livrées ainsi que leur conformité aux exigences du présent accord-cadre et d'en apporter la preuve.

8.5 Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences techniques du cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP) mentionné à l'article 1.1.4 *supra*.

8.6 Normes

Les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes (parties, chapitres ou paragraphes de normes) référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature de l'accord-cadre et du bon de commande par le titulaire, ou à tout autre référence accessible au pouvoir adjudicateur ou son représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'autorité signataire de l'accord-cadre.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'autorité signataire de l'accord-cadre et du bon de commande considéré (ou les personnes habilitées) pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à la place de celles citées dans l'accord-cadre,
- des normes d'indice autre que celui cité dans l'accord-cadre et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des prestations prévues au contrat.

8.7 Clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière environnementale.

8.8 Clause sociale

Conformément à l'article 16.1 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière sociale.

8.9 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées à l'adresse indiquée dans le bon de commande. Ces lieux sont mentionnés en annexe du présent CCAP.

9 SOUS-TRAITANTS

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Il est en outre également interdit de confier toute ou partie de la prestation à des personnes non autorisées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de le pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

En effet, les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes pour les tâches à effectuer à celles des personnes désignées dans le cadre de réponse présente par le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire devra alors fournir :

- Pour évaluer les capacités professionnelles du sous-traitant : la présentation d'une liste de services (références), effectués en propre par le sous-traitant, au cours des trois dernières années ainsi que les titres d'études et professionnel demandé au titulaire ;
- Pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT réalisé au cours du dernier exercice disponible.
- De plus, pour chaque sous-traitant présente en cours d'exécution du marché public, le titulaire doit joindre au projet d'acte spécial :
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- Pour une sous-traitance d'un montant supérieur à 5 000 € HT, une attestation sur l'honneur justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations sociales et fiscales au 31/12 de l'année précédant la demande ;
- Un relevé d'identité bancaire.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception de l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire transgresse les obligations exposées précédemment, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG/FCS., soit la résiliation du marché public à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques (Cf. article 45 du CCAG/FCS).

Les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché public. Ils ne peuvent en aucun cas être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché public.

Le titulaire reste responsable des interventions de ses sous-traitants. Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention de son ou ses sous-traitants agréés.

En cas de sous-traitance, les demandes d'intervention seront notifiées uniquement au titulaire du marché public qui se chargera, le cas échéant, de les communiquer à son sous-traitant aux fins d'exécution des prestations. Les délais d'intervention courent à compter de la notification des demandes d'intervention au titulaire du marché public.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser une réunion à laquelle seront tenus d'assister le titulaire et son(s) sous-traitant(s) aux fins de présentation de l'institution, de ses sites et des conditions d'exécution des prestations.

Pour les sous-traitants à paiement direct, le signataire de l'accord-cadre détient les déclarations résultant de l'application de l'article L. 2193-5 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants non admis au paiement direct, le présent accord-cadre a valeur d'acceptation des sous-traitants dont la liste figure en annexes à l'acte d'engagement et d'agrément de leurs conditions de paiement.

10 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

10.1 Personnes habilitées

La personne habilitée à signer l'accord-cadre est le chef du service historique de la défense ou son représentant.

L'autorité signataire du bon de commande passé sur le fondement de l'accord-cadre est habilitée à émettre toute décision au titre de l'accord-cadre ou du bon de commande concerné en matière :

- de demandes de sursis de livraison émises en application de l'article 22.5 du CCAG/FCS,

- de demandes de prolongation de délai émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS,
- de demandes d'exonération de pénalités.

10.2 Résiliation

La résiliation de l'accord-cadre n'implique pas la résiliation automatique des bons de commande passés sur son fondement ; le titulaire doit en assurer leur bonne exécution.

L'accord-cadre et chacun des bons de commande pourront faire l'objet d'une (ou plusieurs) résiliation(s) partielle(s), en application des articles 41 et 42 du CCAG/FCS.

10.3 Nantissement

Il est délivré :

- (*dans le cas d'un titulaire unique*) au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.
- (*dans le cas d'une cotraitance*) à chaque cotraitant, à leur demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.
- (*dans le cas de sous-traitance à paiement direct*) au sous-traitant à paiement direct un extrait de l'original du marché revêtu de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

10.4 Tribunaux compétents

Le présent accord-cadre et les bons de commande passés sur son fondement sont soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges. Conformément à l'article R.312-1 du Code de justice administrative, le tribunal territorialement compétent est celui de Melun.

10.5 Règlement amiable des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend au sens de l'article 46.1 du CCAG/FCS applicable au présent marché public.

10.6 Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures

10.6.1 Règlement des sommes dues

Le règlement des sommes dues en vertu du présent accord-cadre est effectué dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

L'adresse comptable assignataire sera mentionnée dans le bon de commande concerné.

10.6.2 Production des factures

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission et la réception des factures est effectuée sur le portail public de facturation Chorus-pro, accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/> .

10.6.3 Contenu de la facture

Pour l'ensemble des opérations de l'accord-cadre, chaque facture devra impérativement comprendre les mentions prévues par le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, ainsi que les indications suivantes (liste non exhaustive) :

CCAP n°ARM_SGA_DMCA_SHD_SG_BFA_02_2025 ayant pour objet : « Acquisition et maintenance des scanners de production du Service historique de la Défense »

- Le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique du devis
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application « Chorus »

10.7 Adresse de correspondance du titulaire

Toutes correspondances et notifications relatives à l'exécution du présent accord-cadre et des bons de commande seront adressées au titulaire à l'adresse mentionnée au cadre B1 de l'acte d'engagement.

10.8 Pilotage du suivi d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande

Le pilotage du suivi de l'exécution de l'accord-cadre est assuré par :

- le bureau conservation-restauration du Service historique de la Défense pour le volet technique ;
- le bureau finances-achats du Service historique de la Défense pour les aspects administratifs.

Le bilan annuel d'exécution de l'accord-cadre mentionné à l'article 4.3 du CCTP devra donc être transmis conjointement à ces deux départements.

11 Liste des dérogations au CCAG/FCS

- L'article 1.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS
- L'article 7.4 déroge à l'article 14.1 CCAG/FCS

ANNEXE 1 : Liste des adresses des sites SHD

Pouvoir adjudicateur	Adresses des sites SHD
Service Historique de la Défense	Château de Vincennes, Avenue de Paris, 94306 Vincennes
	Caserne Bernadotte, Place de Verdun, 64023 Pau
	211 grand rue de Châteauneuf, 86106 Châtellerault
	Rue neuve du Bourg l'Abbé, 14037 Caen
	57 rue de l'Abbaye, 50115 Cherbourg Octeville
	4 rue du commandant Malbert, 29240 Brest
	Enclos de la marine, 2 rue de la Cale-Orry, 56998 Lorient
	4 rue du port, 17300 Rochefort
	BCRM de Toulon, Passage de la corderie, 83800 Toulon